

Economic Report Series

"Le Sommet du G7 à Cologne: Quelles Retombées pour l'Économie Malienne?"

Sikoro Keita

July 1999



USAID/Mali - Program Office

Le Sommet du G7 à Cologne¹: Quelles Retombées pour l'Économie Malienne?

Du 18 au 20 juin derniers, s'est tenue à Cologne en Allemagne la réunion des sept pays les plus industrialisés au Monde (États-Unis, Japon, Allemagne, Royaume-Uni, France, Italie et Canada). A l'issue de cette rencontre, les pays du G7 ont consenti à un allègement de la dette des pays pauvres très endettés, d'un montant de 71 milliards de dollars environ. 50 milliards seront portés sur la dette due aux institutions multilatérales (Fonds monétaire international, Banque mondiale, Banques africaine et interaméricaine de développement) et 21 milliards seront portés sur les créances bilatérales de l'aide au développement.

Annoncé avec grand fracas, ce Sommet de Cologne avait suscité beaucoup d'espairs et d'attentes du côté des pays pauvres très endettés et même de l'opinion internationale toute entière. Cela donnait l'impression qu'un événement hautement humanitaire allait se produire au seuil de ce troisième millénaire de l'humanité. Mais en fait, l'Initiative de Cologne est-elle vraiment une nouveauté parmi les actions déjà entreprises par les pays riches en direction des pays pauvres? La réponse est non. Depuis la crise de l'endettement en 1982, plusieurs tentatives ont en effet été initiées par les pays riches afin de résorber le problème de la dette des pays en développement. L'Initiative de Cologne en est une parmi d'autres, en l'occurrence c'est une nouvelle forme du programme bien connu sous le nom de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (l'Initiative PPTE). L'originalité du Plan de Cologne réside cependant dans la nouvelle façon de mettre en œuvre l'Initiative PPTE.

Pour un bref rappel, mentionnons qu'il y a eu auparavant *Le Sommet de Toronto* en 1988, qui visait à accorder un allègement de

l'ordre de 33% sur la *valeur actualisée nette (VAN)* de la dette admissible; puis, *Le Plan Brady* en 1989 qui s'attaquait aux dettes contractées auprès des banques commerciales (pays d'Amérique latine surtout); ensuite, *Le Sommet de Londres* en 1991, qui proposait d'accorder jusqu'à 50% d'allègement sur la valeur actualisée nette de la dette admissible des pays les plus pauvres et la possibilité d'annuler une partie du stock de la dette plutôt que seulement des échéances (une innovation!); *Le Sommet de Naples* en 1994, qui proposait quant à lui une réduction pouvant atteindre 67% de la valeur actualisée nette de la dette admissible avec les mêmes conditions d'annulation du stock de la dette que le Sommet de Londres; Au *Sommet de Lyon* en 1996, il y a eu le lancement de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), qui prévoyait la possibilité d'un allègement pouvant aller jusqu'à 80% de la valeur actualisée nette de la dette; et enfin, *Le Sommet de Cologne* en juin dernier.

En quoi consiste en fait le plan de Cologne? Que représente-t-il en termes d'effort de la part des pays riches? Quel sera son impact sur la dette nationale du Mali? A quoi peut-on s'attendre au niveau du secteur aurifère si le FMI (Fonds monétaire international) venait à vendre 10% de son stock d'or? Au total, comment ce programme affectera-t-il le rythme de croissance de l'économie malienne? Voilà quelques questions qu'il conviendrait de se poser avant les **28 et 29 septembre prochains** à Washington, dates-butoir auxquelles se tiendra l'Assemblée annuelle du FMI et où des décisions définitives pourraient être prises quant à la mise en œuvre du Plan de Cologne. D'ici là, il importerait d'avoir une certaine idée des effets du Plan afin de mettre en évidence quelques éléments de stratégies pour pouvoir en tirer un maximum de bénéfice.

¹ Je tiens à remercier vivement le Représentant Résident du FMI au Mali M. John C. WILLIAMS, Jr ainsi que la Direction nationale de la géologie et des mines (DNGM) à travers M. Souleymane DIAKITE (ingénieur chimiste) et M. Waly DIAWARA (ingénieur économiste) pour leur franche collaboration dans l'acquisition d'information et de données très pertinentes à la présente analyse. Je tiens également à remercier Martine KEITA, dans l'équipe Info/Com, pour ses corrections de style et ses remarques très appropriées. Il demeure toutefois que les conclusions et les positions qui découlent de ce document sont entièrement miennes et ne devraient pas être attribuées aux organismes ou aux personnes ressources cités.

Avant d'examiner ces différentes questions cependant, il serait convenable de revenir sur ce qu'on entend par l'expression "valeur actualisée nette" ou VAN de la dette. Ceci pour deux raisons: primo, parce que les allègements de dette se sont jusque-là calculés à partir de la VAN de la dette et non du montant total de celle-ci et, secundo, pour permettre de mieux comprendre que l'allègement de la dette ne signifie pas une annulation du stock de la dette (c'est-à-dire de son montant nominal). Cela dit, la VAN de la dette d'un pays correspond à la valeur actualisée de la somme du flux de toutes les obligations futures du pays en termes des paiements du *service de la dette*. Le service de la dette pour une période donnée correspond à la somme des paiements exigés à cette période en guise de remboursements en intérêts et en principal. La somme de tous les paiements annuels jusqu'à l'échéance équivaut à la *valeur nominale* de la somme des remboursements. Par contre, la VAN est calculée en prenant la somme de chacun des remboursements annuels suivant la date d'emprunt, exprimés dans les valeurs de prix d'une année donnée. Dans le cas du Mali, la dette nominale se chiffre actuellement à environ 1700 milliards de FCFA et le montant du service de la dette a été de l'ordre de 40 milliards de FCFA en 1998. Quant à la VAN de la dette malienne en 1998, elle était de l'ordre de 795 milliards de FCFA selon les estimations de la Banque mondiale². Ainsi, la VAN de la dette est bien inférieure à la valeur nominale de celle-ci. Donc en clair, il ne s'agit pas dans les programmes du G7, d'éliminer la totalité des dettes nationales, mais plutôt d'effacer une certaine fraction de leur VAN. Toutefois, n'est-il pas illusoire de penser qu'on pourrait purement et simplement éliminer la totalité des dettes contractées par les pays en développement? Voilà une question importante qui nécessiterait qu'on y revienne par la suite.

Les retombées du Sommet de Cologne en termes d'allègement de dette au Mali

La décision des chefs d'Etat des pays les plus industrialisés à Cologne est l'aboutissement de multiples démarches et actions conduites d'une part, par le comité du "Jubilé 2000" (une

association regroupant des organisations non gouvernementales (ONG), des groupes religieux, des organes de presse, des particuliers, etc.), et d'autre part, par la France, l'Allemagne, les Etats-Unis et le FMI. Principalement, grâce à une campagne active en faveur d'une annulation de la dette des pays en développement, le comité du Jubilé 2000 a amené les dirigeants des pays du G7 à prendre position sur la question. Ce que réclamait le comité du Jubilé 2000, ce n'était ni plus ni moins qu'un geste hautement significatif de générosité à l'aube du 3ème millénaire de la part des pays riches: l'annulation du montant total des dettes contractées par les pays pauvres.

L'idée de la France était plutôt d'annuler, pour les trente ans à venir, les services de la dette (capital et intérêts) pour tous les pays éligibles à l'Initiative PPTE. Pour sa part, l'Allemagne demandait aux Occidentaux un effacement total et immédiat des dettes contractées à l'occasion de l'an 2000. Finalement, c'est la proposition du président américain Bill Clinton consistant à effacer quelque 70 milliards de dollars de dettes publiques des pays pauvres qui a été retenue. Et pour la première fois, les institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale et Banques multilatérales de développement) ont été portées à contribution.

L'Initiative de Cologne vise un programme PPTE plus rapide, plus important en termes de ressources mobilisées financièrement et plus large en termes de nombre de pays pouvant y accéder. Ce programme sera plus rapide en ce sens que, même si deux périodes d'ajustement structurel de trois ans chacune sont toujours requises pour bénéficier de l'Initiative, les pays pourront raccourcir considérablement la durée de la seconde période en présentant des résultats très satisfaisants par rapport à des objectifs ambitieux de croissance économique, de réduction de la pauvreté et de démocratisation. Le plan de Cologne prévoit par ailleurs un appui financier plus important, car il vise un ratio dette/exportations en valeur actualisée nette de 150% plutôt que de 200 à 250% comme c'était le cas initialement, un ratio dette/recettes fiscales de 250% plutôt que 280%, un ratio services de dette/exportations de 20% et services de dette/recettes fiscales de 15%³. De cette façon, un plus grand nombre de pays

² Document de la Banque mondiale, Rapport No. P 7259 MLI, 24 août 1998, mais avec un taux de change de 1 dollar U.S. pour 600 FCFA.

³ Rapport des Ministres de finance du G7, FMI.

pourront également bénéficier de la nouvelle initiative PPTE.

Avant le Sommet de Cologne, le Mali était déjà en très bonne position pour bénéficier de l'Initiative PPTE (ancienne formule) en décembre prochain. Ceci devrait se traduire par un gain financier en valeur nominale de l'ordre de 250 millions de dollars comme allègement de sa dette. Ce chiffre de 250 millions de dollars peut être expliqué en considérant les données de 1998 de la Banque mondiale. La VAN de la dette du Mali était alors de l'ordre de 1.325 milliards de dollars, pendant que le ratio dette/exportations en valeur actualisée nette était de 221.4%. Comme l'Initiative PPTE avait décidé de cibler un ratio dette/exportations de 200% pour le Mali, un appui financier de 128 millions de dollars en valeur actualisée nette était nécessaire pour passer du ratio de 221.4% à ce ratio de 200%. En termes de valeur nominale, cela correspond à quelques 250 millions de dollars, soit environ 150 milliards de FCFA en considérant un taux de change de 1dollar U.S. pour 600 FCFA.

La nouvelle Initiative PPTE cible un ratio dette/exportations de 150% au lieu de 200%. Ce qui signifiera, naturellement, un concours financier plus important de la part des pays riches. En ce qui concerne le Mali, la traduction du ratio dette/exportations de 221.4% en 1998 à un ratio de 150% permettra de réaliser un gain de près de 427 millions de dollars en valeur actualisée nette, plutôt que seulement 128 millions de dollars. Sans compter qu'il faudra convertir ces 427 millions de dollars en valeur nominale afin de chiffrer l'effort financier qui en découle. Ce qui devrait se traduire par une augmentation du montant d'appui, selon la logique suivie précédemment. D'ores et déjà, en termes de valeur actualisée nette, ceci correspond à une différence de l'ordre de 299 millions de dollars (427-128), soit quelques 179.4 milliards de FCFA par rapport au plan PPTE initial, toujours en utilisant un taux de change de 1 dollar U.S. pour 600 FCFA.

Ainsi, dans le cadre de l'allègement de sa dette et si sa candidature était retenue, le Mali pourrait s'attendre à un gain financier de l'ordre de 834 millions de dollars⁴, **soit environ 500.4 milliards de FCFA** selon l'Initiative PPTE

⁴ En utilisant une règle proportionnelle, c'est-à-dire en faisant (250 millions/128)*427.

nouvelle formule. En fait, selon les recommandations de Cologne et même aussi celles de Lyon, les gains en termes d'allègement de dettes doivent être affectés aux chapitres de réduction de la pauvreté, du renforcement de la bonne gouvernance et de stimulation de la croissance économique dans les pays concernés. Par conséquent, on est en droit de s'attendre à une amélioration substantielle future des conditions de santé et d'éducation, de renforcement des capacités des adultes, et de la microfinance au Mali, si le pays venait à bénéficier de la nouvelle formule PPTE. Ceci vise à accroître les capacités de production futures des populations rurales et certainement à réduire le niveau de pauvreté dans le pays.

L'impact d'une vente de 10% du stock d'or du FMI sur les revenus aurifères au Mali

L'or est le deuxième produit d'exportation du Mali après le coton. Les *réserves prouvées* sont estimées à quelques 800 tonnes. Les revenus d'exportation de l'or ont représenté un peu plus de 36% du total des revenus d'exportation du Mali en 1998, contre un peu plus de 46% pour le coton et un peu moins de 12% pour les produits d'élevage⁵. En termes de valeur nominale, l'or a rapporté au Mali comme revenus d'exportation près de 181.7 millions de dollars, soit environ 109 milliards de FCFA⁶. Avec la réouverture de Syama par la société sud-africaine Randgold Resources, on devrait s'attendre à une augmentation de la production annuelle d'or au Mali dans les années à venir. En effet, on prévoit que la production d'or de la mine de Syama atteindra près de 270 000 onces par an. La production nationale devrait dès lors se situer à près de 669 660 onces en moyenne par an de 1999 à 2005. En raison du cours actuel de l'or sur le marché mondial (environ 260 dollars l'once), cela devrait rapporter quelques 104.5 milliards de FCFA au Mali chaque année, et ce jusqu'à l'an 2005.

Malheureusement, ce scénario risque de tomber en partie à l'eau si les ventes d'or par des banques centrales à travers le monde et par le FMI se concrétisaient. En effet, plusieurs banques centrales européennes prévoient de se débarrasser d'une partie de leurs réserves d'or.

⁵ Ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat.

⁶ En utilisant comme taux de change 1 dollar U.S. = 600 FCFA

Le 7 mai dernier, la Banque d'Angleterre a annoncé la vente aux enchères dans les prochaines années de 415 tonnes d'or sur un stock de 715 tonnes. Rien que par cette annonce, le cours du métal jaune a chuté à Londres de près d'une quarantaine de dollars⁷, enregistrant du coup un de ses plus bas niveaux depuis l'été 1979. Les premières enchères réalisées par la Banque d'Angleterre au compte du Trésor public britannique le 6 juillet dernier, ont permis de vendre 25 tonnes d'or au prix de 261.20 dollars (environ 143 660 FCFA) seulement l'once. Les prochaines enchères sont prévues en septembre, novembre, puis en janvier et mars 2000.

D'autres banques centrales projettent également des ventes d'or sur le marché mondial. En particulier la Banque nationale suisse envisage de se défaire de 1300 tonnes d'or pour financer un fonds de dédommagement aux juifs spoliés durant la seconde guerre mondiale. De son côté, le FMI est prêt à financer sa contribution aux termes de l'allégement de la dette des pays pauvres en vendant 10% de ses réserves d'or sur le marché mondial s'il obtenait le feu vert, a indiqué son Directeur général Michel Camdessus (cette décision attend en effet d'être approuvée probablement en septembre prochain au cours de l'Assemblée générale du FMI).

La question: pourquoi un tel engouement aujourd'hui à vendre une partie des stocks d'or, que ce soit au niveau des banques centrales ou au niveau du FMI? Comme réponse, une explication historique: l'or ne remplit plus à l'heure actuelle l'une de ses principales fonctions d'antan, celle de *réserve de valeur*. Durant tout le 19^{ème} siècle en effet, et ce jusqu'aux environs des années 1930, l'or constituait la garantie des monnaies en circulation. On parlait alors de *monnaies convertibles* (c'est-à-dire qui avaient un équivalent en or). L'or était la valeur refuge, c'est-à-dire une marchandise dans laquelle on préférait conserver une partie de sa richesse parce qu'elle a une valeur très stable et prévisible et parce qu'elle est acceptée comme moyen d'échange de façon universelle. Des années 1930 à 1971, l'or avait toujours une grande valeur sur le plan monétaire à travers le *système étalon-or* dans lequel toutes les monnaies du monde étaient rattachées au dollar par des parités fixes et le dollar lui-même était fixé à l'or à raison de 35

dollars l'once. En 1971 cependant, sur décision américaine, le système étalon-or est abandonné et les principales monnaies nationales devinrent flottantes, c'est-à-dire que leurs valeurs étaient dorénavant déterminées en grande partie par le marché. Depuis, l'or a considérablement perdu de son statut de valeur monétaire et de valeur refuge (d'ailleurs son cours fluctue actuellement autant sinon plus que bien d'autres actifs) et s'est vu progressivement restreint à sa fonction de simple métal précieux, comme l'argent et bien d'autres.

Dans tous les cas, cette vente massive d'or ne peut avoir que des conséquences désastreuses en termes de baisse de revenus d'exportation, de baisse des revenus de l'Etat et de pertes importantes d'emplois au niveau des secteurs miniers des pays pauvres producteurs d'or. Car la chute des cours se poursuivant, la rentabilité des mines d'or deviendrait de plus en plus problématique. A preuve, les fermetures de mines en Afrique du Sud, premier producteur d'or au monde, où East Rand Proprietary Mines (ERPM), l'une des plus vieilles entreprises minières du pays, a annoncé qu'elle cesserait toute activité dans les prochains jours à cause de la baisse importante des prix. Et ce ne serait pas, semble-t-il, la seule mine menacée de fermeture dans ce pays, où l'on rapporte que 12 000 mineurs risquent de perdre leur emploi⁸. Au Mali, les mines de Loulo, Kalana, Segala et Tabakoto dont les études de faisabilité avaient montré une rentabilité certaine si les cours étaient supérieurs ou égaux à 330 dollars l'once, risquent bien de ne pas connaître dans l'immédiat la phase d'exploitation.

Et la vente de 10% du stock d'or du FMI ne va pas arranger les choses. Bien au contraire, car cela entraînerait une chute des cours de 30 dollars l'once, selon Bobby Godsell (président de la Chambre des mines d'Afrique du Sud) et James Motlatsi (président de l'Union nationale des mineurs d'Afrique du Sud)⁹. C'est la raison pour laquelle **un véritable groupe de pression** est actuellement en train de se constituer en Afrique du Sud pour tenter de dissuader le FMI de procéder à la vente d'une partie de ses réserves d'or. Pour ce faire, une délégation sud-africaine aurait prévu de se rendre en Europe pour demander un moratoire sur les

⁷ ESSOR du 08/07/1999

⁸ Info-matin du 13 juillet 1999

⁹ Jeune Afrique économie du 12 juillet au 1er août 1999

ventes d'or¹⁰. A cet égard, elle tenterait de rallier d'autres pays africains pour soutenir son appel. Les pays concernés sont la Tanzanie, le Ghana et le Mali. S'il s'avérait juste que la vente d'or par le FMI entraînerait une baisse de 30 dollars du prix du métal jaune, la mine d'or de Syama produirait fortement à perte car ses coûts d'exploitation sont particulièrement élevés (300 dollars l'once à l'heure actuelle). Dans ces conditions, Randgold va-t-il continuer à produire? Ou cette entreprise internationale va-t-elle simplement accepter une perte sèche après un si lourd investissement dans la mine de l'ordre de 120 milliards de FCFA. Fort heureusement, la situation de rentabilité est bien meilleure à Sadiola.

Ainsi, même en considérant le meilleur des scénarios possibles pour le Mali, avec Randgold qui produirait totalement selon ses prévisions (ce qui porterait la production nationale d'or à près de 669 660 onces en moyenne par an de 1999 à 2005), une chute des cours de 30 dollars l'once à partir du prix actuel (de 260 dollars l'once) qui serait causée par des ventes d'or du FMI comme prévu par les patrons sud-africains, entraînerait un manque à gagner au Mali de l'ordre de **12.7 milliards de FCFA** (110.1 milliards FCFA-97.4 milliards FCFA, en utilisant les bases de calcul de la page 3)¹¹.

Toutefois, à travers les **Mécanismes spéciaux**¹² de financement du FMI, le Mali pourrait récupérer une partie des pertes des revenus d'exportation inhérentes à cette chute exogène des prix de l'or. En effet, la Facilité de financement compensatoire et de financement pour imprévus (FFCI) du FMI permet "d'aider en temps voulu les pays faisant état d'un besoin de balance des paiements imputable à une baisse temporaire de leurs recettes d'exportation, ou à...., dues à des facteurs en grande partie indépendants de leur volonté". En d'autres termes, une baisse brutale de ses recettes d'exportation due à une chute du cours de son deuxième produit exporté, chute par surcroît occasionnée par le FMI, devrait assurément permettre au Mali de prétendre à une

compensation. Ce volet de financement du FMI constitue donc une des opportunités à saisir par le Mali, à défaut de pouvoir dissuader le FMI de vendre une partie de ses réserves.

En outre, une remontée des cours de l'or dans un futur proche ne serait pas imprévisible avec la reprise économique actuelle dans les pays dominants d'Asie. En effet, quand on sait que la crise asiatique a, à elle seule, fait dégringoler le prix de l'or en quelques mois de 1997 de près de 60 dollars l'once¹³ (passant de 340 à 280 dollars l'once environ), on devrait s'attendre à une certaine remontée du cours pendant que ces économies sont en train de refaire surface. Cette perspective constitue également une possibilité pour contrecarrer d'une certaine façon l'effet négatif des augmentations de l'offre sur le marché mondial; et si cette remontée venait à être suffisante, de revoir les conditions d'exploitation d'autres mines au Mali comme celles de Loulo, Kalana, Segala ou Tabakoto.

La polémique sur l'effort de générosité consentie par les pays riches

Au total, les gains financiers du Mali dans la perspective de l'Initiative PPTE (nouvelle formule) se chiffrent à environ 240 milliards de FCFA en ne considérant pas les effets du projet de vente d'or du FMI. 240 milliards à côté de 1700 milliards, c'est sans aucun doute un peu maigre comme résultat quand on s'attend à un effacement total de la dette. De surcroît, en guise d'argument pour une élimination totale des dettes des pays pauvres, certains soutiennent que les pays en développement ont déjà remboursé au moins 2 à 3 fois le montant nominal des dettes contractées. Cet argument reste à vérifier bien sûr. Cependant, il est connu que certains facteurs, comme les fluctuations des taux de change (exemples, *dévaluation* ou *appréciation* de devises) ou les variations des taux d'intérêt peuvent alourdir ou alléger le fardeau d'une dette à tout moment, car ils changent le montant de la dette exprimée en monnaie nationale. Par ailleurs, le Sommet de Cologne avait fait naître tellement d'espoir! Un ministre de l'Économie et des Finances d'un pays membre du G7 n'aurait-il pas dit: "Après Cologne, pas un seul petit Africain ne pourra plus ne pas aller à l'école

¹⁰ ESSOR du 9 juillet 1999

¹¹ C'est un scénario très favorable car la chute des prix pourrait être plus importante si des banques centrales venaient elles aussi à vendre de l'or sur le marché mondial ou que Randgold restreignait sa production. Toutes choses qui augmenteraient le manque à gagner du Mali.

¹² BULLETTIN supplément du FMI, volume 27, septembre 1998.

¹³ Voir le graphique sur le cours de l'or depuis 1995 dans "La Tribune" du 4 mai 1999.

parce que son pays doit d'abord rembourser sa dette extérieure”.

C'est vrai, il y a eu énormément de saupoudrage autour des résultats attendus du Sommet de Cologne; cela a fait penser, à tort ou à raison, que le problème de la dette des pays pauvres lourdement endettés serait définitivement résolu à cette rencontre. Ce ne fut pas le cas et ce n'était pas non plus l'objectif du Sommet de Cologne d'effacer totalement la montagne de dettes des pays en développement. L'objectif était de ramener le montant des dettes nationales des pays les plus pauvres à des proportions soutenables, supportables, en tout cas à des proportions permettant à ces pays de s'acquitter de leurs obligations sociales en termes d'éducation, de santé et de réduction de la pauvreté tout en honorant leurs obligations de remboursement de dettes. C'était bien cela l'objectif de Cologne, même si d'aucuns soutiennent que les remises de dettes accordées lors de cette rencontre ne constituent en fait que des montants de dettes qui n'auraient jamais été remboursés par les pays en développement, donc “de l'argent depuis fort longtemps perdu par les pays riches”.

Par ailleurs, l'argent prêté par les pays riches n'est-il pas en réalité une fraction des taxes et impôts payés par les contribuables de ces pays, dans le but premier que cela serve à une amélioration de leurs conditions de vie futures? Serait-il donc raisonnable que les dirigeants de ces pays décident de façon unilatérale d'effacer purement et simplement toutes ces créances? Primo, ils auraient certainement du mal à soutenir un tel projet auprès de leurs électeurs, et secundo, cela porterait un coup sérieux aux marchés mondiaux des prêts et emprunts en termes de crédibilité et de stabilité, entraînant un tarissement des ressources prêtables et, par voie de conséquence, une hausse terrible du loyer de l'argent.

A mon avis, une telle perspective d'élimination totale des dettes est pour le moins illusoire, plus particulièrement en cette époque où la démocratie est de règle en ce sens que les gouvernements ont tout intérêt à demander l'avis de leurs populations. A moins que les populations des pays riches soient rassurées que l'effacement des dettes des pays pauvres se traduira par des gains réels dans la réduction de la pauvreté dans ces pays, ce qui par ricochet, signifiera moins de problèmes d'émigration et

plus de prospérité future pour elles. Autrement, les pays pauvres auraient à traîner pour bien longtemps encore le fardeau de leurs dettes extérieures. Par ailleurs, le fléau de la dette n'est-il pas la conséquence des mauvaises politiques antérieures de l'endettement dans ces pays? Des politiques d'endettement qui n'ont pas servi les pays concernés en termes d'investissements productifs permettant d'accroître leur niveau de richesse, mais qui au contraire visaient dans certains cas à alimenter des comptes de particuliers dans des banques des pays du Nord. Ainsi, de façon regrettable, la dette est devenue comme **une chaîne invisible** aux pieds de ces pays en développement et qui les empêche de connaître des rythmes de croissance accélérés même lorsque de bonnes conditions sont réunies. A titre préventif, il est donc grand temps que les politiques d'endettement des pays en développement soient suffisamment diffusées et qu'elles fassent l'objet de plus de transparence pour que les populations se rendent réellement compte des obligations qui les attendent demain.

Aussi, il peut être envisagé aujourd'hui au Mali (c'est d'ailleurs déjà le cas dans certains pays tels que la Côte d'Ivoire, la Guinée, etc.) la possibilité de “domestiquer” la dette extérieure. C'est-à-dire de la remplacer progressivement par une *dette intérieure* moins contraignante du point de vue limitation des politiques économiques que le pays pourrait vouloir entreprendre dans le cadre de son développement. Sans aucunement vouloir mettre en cause en effet les avantages importants que peuvent rapporter les programmes d'ajustement structurel, il n'en demeure pas moins qu'un pays sous ajustement est un peu comme en **pilotage automatique**. De sorte qu'il a moins de marge de manœuvre dans le choix de programmes économiques à mettre en place! La “domestication” de la dette extérieure pourrait se faire, par exemple, par émissions publiques de **bons du Trésor**. Encore là, cependant, la prudence doit être de mise pour ne pas tomber dans ce qu'on pourrait désormais appeler le *syndrome des pays asiatiques*.